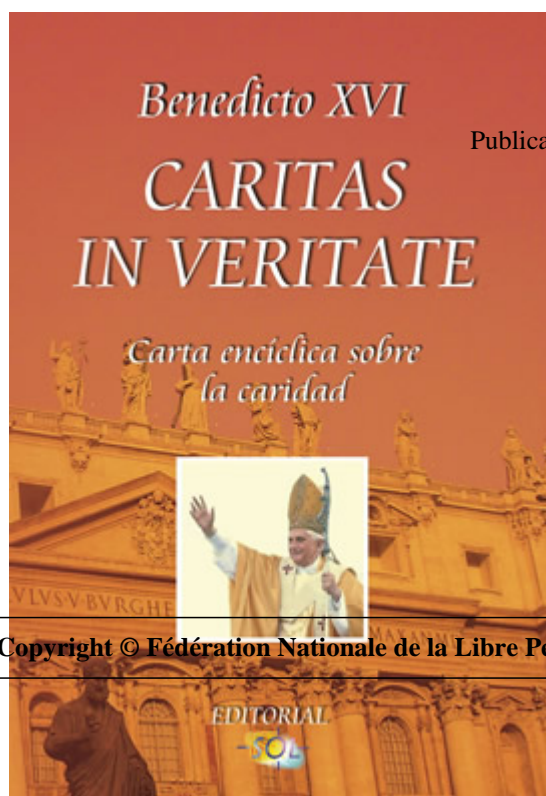


Extract of Fédération Nationale de la Libre Pensée

<http://old.fnlp.fr/spip.php?article389>

Caritas in veritate, l'encyclique de la mondialisation

- edito, la Une -



Le pape Benoît XVI, à son tour, vient de signer une lettre encyclique qui complète le corpus de la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Rappelons qu'une encyclique est une circulaire destinée au clergé et aux fidèles. Par impérialisme théologique, la tradition cléricale veut qu'elle soit aussi destinée « aux hommes de bonne volonté ». Son nom est composé des premières lettres du texte pontifical, en l'occurrence pour celle-ci « l'amour dans la vérité ».

Hors de l'Eglise, point de salut

D'emblée, le cadre de la reconquête cléricale est donné : « *Dans le contexte socioculturel actuel, où la tendance à relativiser le vrai est courante, vivre la charité dans la vérité conduit à comprendre que l'adhésion aux valeurs du Christianisme est un élément non seulement utile, mais indispensable pour l'édification d'une société bonne et d'un véritable développement humain intégral* ». Pour le Vatican, un monde sans lui est impossible, car « *la source ultime n'est pas, ni ne peut être, l'homme mais Dieu, c'est-à-dire Celui qui est Vérité et Amour* ».

L'instrument théorique du cléralisme est la recherche du « *bien commun* » dont l'encyclique définit ainsi le contenu : « *C'est le bien du « nous-tous », constitué d'individus, de famille et de groupes intermédiaires qui forment une communauté sociale* ». Tout le corpus du corporatisme est ainsi rappelé. Le pape rajoute : « *Dans une société en voie de mondialisation, le bien commun et l'engagement en sa faveur... (c'est) d'en faire, en quelque sorte, la préfiguration anticipée de la cité sans frontières de Dieu* ». C'est sans doute ce que Benoît XVI déclare hypocritement quand il écrit : « *L'Eglise n'a pas de solutions techniques à offrir et ne prétend « aucunement » s'immiscer dans la politique des « Etats* ». Revendiquer une société corporatiste telle que l'ont mise en oeuvre Salazar, Pétain, Franco, Hitler et Mussolini, ce n'est pas s'immiscer dans la politique des Etats !

Pour faire bonne mesure, la doctrine est rappelée, Tout cela vient de cela, de cette coquine d'Ève sans qui rien ne serait arrivé : « *La sagesse de l'Eglise a toujours proposé de tenir compte du péché originel même dans l'interprétation des faits sociaux et dans la construction de la société* (On remarquera, à ce moment précis, que l'Eglise ne parle jamais que de LA société, et jamais DES sociétés, tant sa conception est globalisante, totale et donc totalitaire. Le pluralisme, la diversité, les « destins particuliers » ne sont pas à la portée de sa conception)... *A la liste des domaines où se manifestent les effets pernicioeux du péché, s'est ajouté depuis longtemps celui de l'économie* ».

L'Eglise ne peut accepter d'être reléguée dans la sphère privée

« *Dans bien des cas, (sa) liberté est entravée par des interdictions et des persécutions, ou même limitée quand la présence publique de l'Eglise est réduite à ses seules activités caritatives* » déplore et condamne la circulaire papiste. Quand on nous dit que l'Eglise catholique « *accepte* » la laïcité, c'est-à-dire la non-ingérence dans les affaires publiques, on voit bien là qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

Le contenu de cette intervention ecclésiastique est clair : « *Enfermé à l'intérieur de l'histoire, (le progrès humain) risque de se réduire à la seule croissance de l'avoir* ». C'est sans doute ce que Martine Aubry appelle le « *postmatérialisme* », de l'être plutôt que de l'avoir. On appréciera le cynisme catholique dans un monde ravagé par la

crise et le chômage. Sois EST et tais-toi, quand à l'avoir, tu repasseras...Va donc voir au Pôle emploi si j'y suis.

L'encyclique tente de mettre sur le même plan, le fondamentalisme religieux et l'athéisme militant, réservant, quand même, soutane oblige, ses coups les plus rudes aux athées, car, quand même : *« l'homme n'est pas un atome perdu dans un univers de hasard »*. T'as raison, Benoît, je suis sur le quai et j'attends mon train. Je suis né par hasard, je mourrais par hasard, je vivrais sans doute avec un moins de hasard si je ne suis pas un mauvais. Mais tout cela est écrit dans le Grand Livre.

A face externe et à usage interne

Quitte à faire un texte doctrinal, autant que cela serve. Dans un dialogue à front renversé, le pape indique clairement que *« il n'y a pas deux typologies différentes de doctrine sociale, l'une préconciliaire et l'autre postconciliaire, mais un unique enseignement, cohérent et en même temps, toujours nouveau »*. Cela ne vaut évidemment pas que pour l'analyse sociale du Vatican. C'est un rappel discret aux intégristes, fidèles de l'Evêque Lefebvre, passé au dogmatisme éternel. Vatican II, tel est le magistère de l'Eglise, n'est pas une rupture, mais une continuité *« toujours nouvelle »*.

C'est pourquoi, avec insistance, qui pourrait sembler déplacée pour un lecteur superficiel, l'encyclique pourfend tout ce qui tend à une gestion maîtrisée de l'évolution de l'Humanité : *« Non seulement la pauvreté provoque encore dans de nombreuses régions un taux élevé de mortalité infantile, mais en plusieurs endroits du monde subsistent des pratiques de contrôle démographiques par les instances gouvernementales, qui souvent diffusent la contraception et vont jusqu'à imposer l'avortement. Dans les pays économiquement plus développés, les législations contraires à la vie sont très répandues et ont désormais conditionné, les coutumes et les usages, contribuant à diffuser une mentalité antinataliste que l'on cherche souvent à transmettre à d'autres Etats comme si c'était là un progrès culturel »*.

Dans la même foulée, l'avortement, la stérilisation, l'euthanasie, mis sur le même plan, sont voués aux gémonies.

En avant vers la mondialisation joyeuse !

L'encyclique s'appuie, comme point de départ, de son « nouveau », de son aggiornamento permanent, sur les textes de Paul VI qui est cité, sans tact ni mesure. Une critique intérieure à l'Eglise y pointe sur l'analyse de *Populorum progressio* : *« L'activité économique et la fonction publique s'exerçaient en grande partie à l'intérieur du même espace et pouvaient donc s'appuyer l'une sur l'autre. L'activité de production s'inscrivait principalement à l'intérieur des frontières nationales et les investissements financiers avaient une dimension plutôt limitée à l'étranger, si bien que la politique de nombreux Etats pouvaient encore fixer les priorités de l'économie et, d'une certaine façon, en orienter le fonctionnement avec les instruments dont elle disposait »*.

En clair, malgré l'impérialisme, « stade suprême du capitalisme » (défini par Lénine au début du XX^{ème} Siècle), le caractère des Etats-Nations reste un cadre fondamental qui continue à régir les économies. En rendant hommage à Paul VI, mais en le « dépassant », la papauté recentre son appareil international sur les problèmes du moment : la mondialisation de l'économie. Il faut dépasser le cadre national. Tel est le leitmotiv papiste. D'ailleurs : *« Il n'y a pas de raison de nier qu'un certain capital, s'il est investi à l'étranger plutôt que dans sa patrie, puisse faire du bien »*, surtout si c'est à la banque du Vatican, paradis fiscal ne figurant pas dans la liste noire et grise du G20.

Mais le Vatican garde le cap sur sa doctrine : « *La vérité de la mondialisation comme processus et sa nature éthique fondamentale dérivent de l'unité de la famille humaine et de son développement dans le bien. Il faut donc travailler sans cesse afin de favoriser une orientation culturelle personnaliste et communautaire, ouverte à la transcendance, du processus d'intégration planétaire. Il faut en corriger les dysfonctionnements* ».

Nous sommes au coeur du problème. La société idéale pour l'Eglise, c'est la société paysanne du Moyen-âge. L'Eglise est irréductiblement condamnée par le capitalisme, dont la religion naturelle est le protestantisme. Le Vatican est donc condamné à faire la domestique soumise à son maître, le Capital pour mériter de lui. Elle est par nature servante et servile. Mais elle n'a qu'un atout, et c'est un atout maître : elle dispose d'un appareil politique centralisé internationale avec une doctrine sociale de soumission. Par sa faiblesse, elle a une force indéniable. Par l'Union européenne, elle a un instrument extraordinaire.

Pour la gouvernance mondiale

La solution vaticanesque est donc simple. Il faut un organe régulateur de l'économie mondiale. Un seul modèle possible : celui de l'Union européenne, car « *la gouvernance de la mondialisation doit être de nature subsidiaire ..., cependant cette autorité devra être exercée de manière subsidiaire et polyarchique* ».

La subsidiarité, est une formule du droit canon, et a été employée pour la première fois dans une encyclique qui s'appelle « *Quadragesimo anno* », formulée en 1931 pour le 40ème anniversaire de la 1ère encyclique sociale de Léon XIII qui s'appelait « *Rerum Novarum* ». Ce principe a été défini par son auteur de la manière suivante « *Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rangs inférieurs le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort. Elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle parce qu'elle seule peut les remplir. Ces fonctions sont : diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportement et les circonstances ou la nécessité l'exigerons* ». En clair, je commande, tu appliques.

Il faudra bien sur que les organisations syndicales de travailleurs « *s'ouvrent à nouvelles perspectives* » qui sont aussi nouvelles que le Capitalisme et les corporatismes fascistes. Elles seront appelées « *à dépasser les limites propres des syndicats catégoriels, les organisations syndicales sont appelées à affronter les nouveaux problèmes de nos sociétés.* »

Depuis deux siècles, cela s'appelle l'Association Capital/travail. Cela n'est pas vraiment nouveau.

Cependant, il va falloir mettre un bémol

L'Eglise dure et les sociétés passent. Si le Vatican se prononce inconditionnellement pour la mondialisation, car « *qui paie commande* », elle a la sagesse de ne pas mettre tous ces oeufs dans le même panier. Aussi, Benoît XVI recommande que « *la sagesse et la prudence nous suggèrent de ne pas proclamer trop hâtivement la fin de l'Etat. Lié à la solution de la crise actuelle, son rôle semble destiné à croître, tandis qu'il récupère nombre de ses compétences* ».

Et oui, il y a quelques décennies, des vieux barbus et moustachus, pourtant pas toujours d'accord entre eux, loin s'en faut, l'avaient déjà dit : « *Et la lutte des classes, bordel ? cela ne compte pas ?* » Ils avaient pour nom Proudhon, Marx, Engels, Bakounine, Kropotkine, Jaurès, Lénine, Trotsky, Lorulot. Retourne-toi, et cours plus vite, Benoît, ils

sont derrière toi. Et fais attention aux chausse-trappes, car elle creuse bien, la vieille taupe.